

Bureau du 29 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-neuf novembre à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
LEI Josiane, Présidente CCPEVA

Absents/excusés :

MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération
TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : M. Joseph DEAGE
Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués
Date de convocation : 22 novembre 2023
Délibération affichée le :

Point n°6 – Avenant n°1 au marché 2022-007 « Etude sur les risques de pollution liés aux activités d'élevage »

Monsieur Gil THOMAS, Vice-Président du SIAC, rapporteur, rappelle à l'assemblée le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu la délibération D18_JUIL2019 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat,

Vu le projet d'avenant au Contrat de Rivières validé par la délibération D2_JANV2020 du 30 janvier 2020, et signé le 9 juillet 2020,

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique,

Considérant la fiche action A2-1 « diagnostic sur les risques de pollution au stockage des effluents d'élevage et proposition de préconisations »,

Considérant la délibération n°D36-OCT2022 relative à l'attribution du marché n°2022-007, « Etude sur les risques de pollution liés aux activités d'élevage » marché attribué à l'EURL STUDEIS,

Monsieur Gil THOMAS présente le contenu de cet avenant n°1 :

- Création de trois prix nouveaux,
Le marché passé avec le bureau d'étude STUDEIS en vue de la réalisation de l'étude citée ci-dessus est constitué de prix unitaires et forfaitaires selon les phases de l'étude. La phase 2 de l'étude porte sur les visites et les

diagnostics de certaines exploitations agricoles. L'avancement de cette phase 2 a permis de constater que le nombre de diagnostics réalisés sera bien inférieur au montant inscrit initialement au marché.

Une nouvelle approche méthodologique a été mise en place afin compléter cette phase de diagnostic. Elle consiste à mener des enquêtes approfondies auprès des exploitants agricoles par téléphone.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage a demandé au mandataire de participer à une réunion non prévue au marché (réunion demandée par la Chambre d'agriculture interdépartementale Savoie Mont-Blanc).

Trois prix nouveaux sont créés afin de rémunérer à l'unité les prestations réalisées par le bureau d'étude. Les prix créés concernent :

- La rémunération d'une enquête par téléphone : 35 €HT par exploitation enquêtée et 10 €HT par exploitation démarchée et non enquêtée,
- La participation à une réunion : 1020 €HT la réunion,

- Prolongation du délai d'exécution,

L'avenant prévoit de prolonger le délai d'exécution du marché de deux mois, afin de mener à bien les enquêtes par téléphone et de réaliser les dernières visites de sites dans le courant du mois de novembre. La durée d'exécution du marché est portée à 12 mois.

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** l'avenant n°1 au marché 2022-007 confié au bureau d'étude EURL STUDEIS,
- **AUTORISE** Mme la Présidente à le signer ainsi que tout document nécessaire à sa notification et sa mise en œuvre.

Le secrétaire de séance,


Joseph DEAGE



La Présidente,


Géraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.